



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NANNI INDUSTRIES SAS

11 avenue Mariotte
Z.I.
33260 Cazaux

Références : 26-0161
Code AIOT : 0005207666

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement NANNI INDUSTRIES SAS implanté ZI, 11 Avenue Mariotte 33115 La Teste-de-Buch. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Elle a également permis de traiter les suites de la précédente inspection du 10 avril 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NANNI INDUSTRIES SAS
- ZI, 11 Avenue Mariotte 33115 La Teste-de-Buch
- Code AIOT : 0005207666
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité industrielle de NANNI Industrie consiste à apporter aux bases moteurs les modifications nécessaires à leur utilisation sur les bateaux. A la suite de cette préparation, un passage au banc d'essai peut être réalisé.

Le site comprend deux lignes de production, une pour les petits moteurs (<100CH) et une pour les gros moteurs (>100CH), avec chacune leur chaîne de montage, leur cabine de peinture et leur banc d'essai dédié.

Une tour aéroréfrigérante est utilisée pour refroidir le circuit de refroidissement des moteurs lors des essais ainsi que les freins des bancs d'essais.

Administrativement, le site est autorisé par arrêté préfectoral du 17 août 2011, modifié par les arrêtés complémentaires du 21 octobre 2013 (RSDE), 5 avril 2018 (COV) et 7 mai 2019 (air). Les activités du site relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

- sous le régime de l'autorisation, 2931-1 "Ateliers d'essais sur banc de moteurs de puissance > à 150 kW" (1 560 kW),
- sous le régime de la déclaration, 2921-1.b "Installations de refroidissement évaporatif" (2 200 kW), 2925-1 "Charge d'accumulateurs dégageant de l'hydrogène" (10 kW) et 2940-2.b "Vernis, peinture, colle, ... (application, cuisson, séchage)" (30 kg/j).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 3
- Légionelles / prévention légionellose
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	/	Demande d'action corrective	2 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		37.5			
6	Consistance des installations - Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 17/08/2011, article 1.2.3 et 1.5.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective	3 mois
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/08/2011, article 3.2.4 modifié par l'APC du 07/05/2019, Article 1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 17/08/2011, article 7.5.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et Article 7.4.3 de l'AP du 17/08/2011	/	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 17/08/2011, article 3.2.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'action régionale "Produits chimiques", l'exploitant est en capacité de lister les produits stockés sur site et de connaître les quantités présentes. Il dispose des Fiches de données de sécurité. Des points d'amélioration ont été identifiés durant la visite, notamment concernant la mise à jour des FDS et l'étiquetage de certains contenants. Ces points sont détaillés dans la suite du rapport et font l'objet de demandes.

Concernant les suites non soldées de l'inspection du 10 avril 2025, la réalisation du contrôle des rejets atmosphériques et du plan de gestion de solvants a pu être justifié durant l'inspection. Toutefois, les modifications notables des installations, précédemment constatées, n'ont toujours pas été portées à la connaissance du Préfet. De plus, la gestion du confinement des eaux en cas d'incendie sur site n'a toujours pas été réalisée.

Dans ce contexte, compte tenu de la récurrence des deux derniers points, un projet de mise en demeure va être proposé au Préfet de la Gironde, sur lequel l'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour faire part de ses observations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 - Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 - Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant a pu présenter les FDS informatiques, rangées par type de produits sur le serveur de l'établissement. Par échantillonnage, les FDS suivantes ont été consultées, disponibles en français :

- dégraissant : HYSO 99, FDS datée de 2018,
- fuel pour les tests grand froid : ARCTIC EN590 CL4, dans sa version de 2020,
- peinture marine : Peinture Special PU Bleu Nanni, dans sa version de 2021,
- traitement de l'eau : ODYREF A 55, dans sa version de novembre 2024.

L'exploitant a indiqué que les FDS sont transmises à l'initiative des fournisseurs. L'exploitant ne procède pas à des relances pour leur mise à jour.

Il a été noté que les opérateurs n'ont pas accès aux fichiers informatiques générés par le service environnement. Toutefois, des FDS simplifiées, présentant l'étiquetage, les mentions de dangers et les actions à mener en cas de déversement ou de contact, globalement datée de 2017, sont affichées aux niveaux des stockages. Un opérateur rencontré durant la visite a également indiqué que des points sécurité avaient lieu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à la mise à jour des FDS de ses produits, ainsi que des FDS simplifiées affichées. Il transmet la liste actualisée à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

Les conditions d'utilisation des produits pour lesquels la FDS a été consultée étaient respectées : ventilation, rétention.

Une interrogation a été soulevée concernant la température d'entreposage, devant être inférieure à 40°C pour un produit, en période estivale. L'exploitant a indiqué que cette température n'est pas atteinte dans le bâtiment. Une vigilance sur ce point est toutefois à retenir en période de canicule.

Par ailleurs, la visite des installations a permis de constater que les étiquetages étaient présentes sur les produits, permettant d'informer sur les risques, sauf sur la cuve tampon de gasoil de 300 L au niveau des bancs d'essai, sur l'IBC de liquide de refroidissement dans le local de stockage des huiles et sur les IBC de déchets de peinture dans l'armoire de stockage dédiée. Il a également été noté qu'un bidon étiqueté en tant qu'ODYREF A55 contenait de l'huile dans le local de stockage

des huiles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant s'assure que l'ensemble des contenants de produits dangereux soit correctement étiqueté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et Article 7.4.3 de l'AP du 17/08/2011
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : <p>Art 25 - I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; • dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : <p>La visite des installations a permis de constater que les produits sont stockés sur des rétentions adaptées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>

Constats :
Il a été constaté l'absence d'incompatibilité de produits dans les zones de stockage du site. Une vigilance a toutefois été notée sur l'armoire de l'atelier de maintenance contenant une multitude de produits en petites quantités (acétone, eau de javel, huile, etc.).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée :
L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats :
Le site dispose d'un progiciel de gestion intégré (ERP) permettant de connaître les quantités de produits présentes sur site, consultables dans l'onglet "Stock" du produit. Les entrées (réception de commande) et sorties (registre de consommation alimenté par les opérateurs et enregistré dans l'ERP) de produits sont renseignées au fur et à mesure. Il a notamment été constaté que le site disposait de 2100 kg d'HYSO 99, dont la FDS a été consultée, sur site. Les produits sont stockés dans différentes zones identifiées du site : locaux ventilés en intérieur à proximité des cabines de peinture, local de stockage des huiles accessible depuis l'extérieur, 2 armoires extérieures pour les déchets et les lubrifiants, une cuve de gasoil enterrée. Les bidons de dégraissant (HYSO99) étaient quant à eux entreposés au sein de l'atelier sur rétention adaptée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consistance des installations - Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2011, article 1.2.3 et 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité
Point de contrôle déjà contrôlé :
<ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée :
<u>Article 1.2.3 de l'AP du 17/08/2011</u> L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- d'un atelier de fabrication se composant :
 - d'une zone de réception des pièces et consommables
 - d'un magasin de stockage de pièces
 - d'une zone de fabrication de moteurs de puissance supérieure à 100 ch (couramment appelée fabrication « MAN ») comprenant :
 - une chaîne de montage
 - une cabine de peinture fermée
 - 2 bancs d'essais
 - d'une zone de fabrication de moteurs de puissance inférieure à 100 ch (couramment appelée fabrication « KUBOTA ») comprenant :
 - une chaîne de montage
 - une cabine de peinture fermée
 - 3 bancs d'essais
 - d'un atelier bureau d'études dédié à la fabrication de prototypes
 - d'une zone de service après vente
 - d'une zone de préparation et d'expédition
- des unités annexes suivantes :
 - des services administratifs, avec un étage
 - un local compresseur
 - un local électrique
 - 2 tours aéroréfrigérantes
 - d'un accueil et de vestiaires,
 - de plusieurs zones de stockage de produits chimiques et de déchets ;
 - un magasin de stockage.

Article 1.5.1 de l'AP du 17/08/2011

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Suite à l'inspection d'avril 2025, il avait été demandé à l'exploitant de porter à connaissance les modifications notables relevées sur son site, ainsi que de transmettre les justificatifs nécessaires, notamment les éléments attestant de la résistance au feu de la nouvelle toiture.

Au jour de l'inspection, aucun porter à connaissance, ni justificatif n'a été transmis.

L'exploitant a indiqué qu'un dossier de porter à connaissance serait prochainement réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant adresse un dossier de porter à connaissance à l'attention du préfet portant sur l'ensemble des modifications du site apportées depuis le dernier arrêté préfectoral et leurs conséquences sur le ou les régimes de classement du site et les textes applicables.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure auprès du Préfet de Gironde. L'exploitant dispose de 15 jours pour faire part de ses observations sur le projet d'arrêté transmis en parallèle du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2011, article 3.2.4 modifié par l'APC du 07/05/2019, Article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

[...]

- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits n°3, 4, 5, 11, 12, 13, 14 Banc d'essai	Conduit n°7, 8, 9, 10, 15 Cabine de peinture
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	15 %	-
Poussières	-	100 si flux ≤ à 1kg/h sinon 40
SO ₂	1 700	-
NO _x en équivalent NO ₂	1 000 si flux inférieur à 25 kg/h	-
CO	250	-

COVNM	110	100

[...]

Constats :

Le rapport de contrôles des rejets atmosphériques des bancs d’essais,réalisés en octobre 2025 par la société IRH, a été transmis.
Les résultats présentent des dépassements des valeurs réglementaires et ne concernent pas l'ensemble des conduits fixés dans l'AP, comme détaillé dans le tableau suivant :

Conce ntrati o n s instan tanées e n mg/N m 3	V L E B a n c d'essai	condui t n°3	condui t n°4	condui t n°5	condui t n°11	condui t n°12	condui t n°13	condui t n°14	/

Installations			Banc d'essai MAN4	Banc d'essai MAN5	Banc d'essai KUBOTA 1		Banc d'essai KUBOTA 2	Banc d'essai KUBOTA 3	Banc d'essai groupe électrogènes
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	15,00 %	Nonréalisé	Conforme	Conforme	Conforme	Nonréalisé	Conforme	Conforme	Conforme

nce									
SO ₂	1700(r amené s à 15%d' O ₂ sur g a z s e c)	N o n réalisé	0,36	5,3	0,7	Nonré alisé	0,03	1,9	0,16

N O X e n équa l e n t N O ₂	1000 si f l u x inférie u r à25kg/ h	Nonré alisé	982	1012	729	Nonré alisé	418	1895	497

CO	250	Nonré alisé	848	213,9	62,6	Nonré alisé	139	137	167
COVN M	110	Nonré alisé	79,5	21,2	13,4	Nonré alisé	8,1	8,1	1,1

L'exploitant explique les dépassements réguliers du fait que les émissions réelles de l'activité sont constamment liées à des tests de démarrage moteurs, ne fonctionnant que quelques minutes. Pour le contrôle des rejets atmosphériques, l'organisme de contrôle établit une moyenne à partir de 3 essais réalisés à BAS régime, MOYEN régime et HAUT régime.

Après examen du rapport de contrôle, il est relevé que les conduits identifiés varient de ceux fixés

dans l'AP du site. L'exploitant a également indiqué qu'un même moteur peut être relié indifféremment à deux conduits d'un même banc d'essai. Les conduits ne sont pas rattachés à des appareils fixes.

Par ailleurs, la périodicité triennale de contrôle des rejets atmosphériques des cabines de peinture est prévue en 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant analyse les causes des dépassements des valeurs réglementaires et met en place un plan d'action permettant d'y remédier. Il est rappelé que, comme indiqué dans le rapport de l'inspection d'avril 2025, si l'exploitant considère que les prescriptions dans son arrêté préfectoral sont inadaptées, il peut demander un aménagement de celles-ci, à intégrer dans le dossier de porter à connaissance évoqué plus tôt dans le rapport.

L'exploitant transmettra le rapport de contrôle de l'ensemble des rejets atmosphériques (bancs d'essai + cabines de peinture) pour 2026, conformément à l'arrêté préfectoral du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2011, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de réaliser annuellement un PGS, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

Constats :

Le PGS pour l'année 2024 a été présenté durant l'inspection. Ce dernier conclut que les émissions diffuses du site ne dépassent pas les 25% de quantité de solvants utilisée.

Après examen du PGS dans le cadre de l'élaboration de ce rapport, l'inspection des installations classées souligne la nécessité de clarifier et détailler les calculs définissant les flux O1 (émissions canalisées), O4 (émissions non captées) et O7 (solvants dans les préparations vendues).

Le PGS pour l'année 2025 sera communiqué dans le cadre de la déclaration GERE de

l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veille à prendre en compte les remarques ci dessus dans le cadre du PGS de l'année 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2011, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette etc...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Les eaux d'extinctions incendie devront être maintenus dans les locaux de stockage de produits chimiques et dans les cabines de peintures. Elles pourront alors être pompées puis rejetées dans le réseau eaux usées communal et devront alors respecter les valeurs limites imposées (article 4.3.6.2). Pour le reste du site, les eaux incendie suivront le cheminement des eaux pluviales. Elles pourront alors être rejetées dans le réseau eaux pluviales et devront alors respecter les valeurs limites imposées (article 4.3.6.3.).
Constats : Suite à l'inspection d'avril 2025, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place les actions indispensables en vue de garantir que les eaux incendie, qui doivent suivre le cheminement des eaux pluviales, respectent les valeurs limites imposées avant un éventuel rejet dans le réseaux des eaux pluviales (milieu naturel). Au jour de l'inspection, il a été constaté qu'aucune action n'a été menée. L'exploitant a indiqué qu'un prestataire, société ADRE Réseau, a été sollicité pour procéder à une investigation des réseaux d'eaux pluviales du site par ultrasons en juin 2026 (vu devis signé). Ce diagnostic doit permettre de confirmer le plan des réseaux du site et de définir les solutions pour assurer le confinement des eaux en cas d'incendie via le réseau d'eaux pluviales. L'exploitant a évoqué la possibilité d'investir dans des ballons obturateurs. Il a été évoqué durant l'inspection une autre option avec la pose de vanne guillotine au niveau des points de rejets. Le choix de la solution retenue sera à communiquer à l'inspection des installations classées, prenant en compte l'efficacité et la mise en application de celle-ci.

En l'état, la situation du site reste la même que celle constatée en avril 2025 lors de la précédente inspection.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place une solution permettant le confinement sur site des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie, avant rejet au réseau d'eaux pluviales rejoignant le milieu naturel.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure auprès du Préfet de Gironde. L'exploitant dispose de 15 jours pour faire part de ses observations sur le projet d'arrêté transmis en parallèle du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois